

POUR GARANTIR L'ÉNERGIE À TOUS !



L'accès à l'énergie est un droit vital pour vivre décemment, pouvoir se chauffer, se déplacer, se nourrir et produire de nouvelles richesses. L'énergie est, par conséquent, un bien commun de la Nation et ne peut être considérée comme une simple marchandise.

La libéralisation et la mise en concurrence dans le secteur de l'énergie impulsée par Bruxelles est loin d'avoir été bénéfique pour les usagers. La mise en œuvre de ces politiques néolibérales n'a fait qu'amener complexité, hausse des tarifs et disparition du service public de proximité.

En l'espace de plusieurs années, les prix ont explosé, en particulier pour le gaz, +12,6% au 1^{er} octobre 2021 après 7,9% au 1^{er} septembre, 10% en juillet et 5,3% en août, soit au total 57% pour l'année 2021. La hausse du prix du gaz augmente systématiquement le prix de l'électricité,

qui lui est indexé par la façon dont a été organisé le marché spéculatif européen.

La facture d'électricité, elle, a augmenté de 10% en 2020 et de 4% début 2022. Si nous n'agissons pas tous ensemble, une nouvelle hausse de 15% du gaz et de l'électricité est prévue au 1^{er} janvier 2023.

Les familles, les services publics et même les entreprises, notamment les TPE-PME, sont aujourd'hui dans l'incapacité d'honorer des factures exorbitantes. **La précarité énergétique des Français, qui est passée de 4 millions à 12 millions de personnes en moins de 15 ans, va vraisemblablement s'aggraver cet hiver.**

Pourtant, des solutions existent pour retrouver une maîtrise de la production énergétique et baisser les factures !

JE SIGNE POUR

1 Retrouver une réelle maîtrise publique du secteur de l'énergie par la création d'un pôle public (nationalisation d'EDF et d'Engie) qui permettrait de coordonner et fédérer toutes les entreprises du secteur, pour sécuriser la production, la distribution, ainsi que les dépenses humaines (emploi, formation, salaire) et les investissements nécessaires dans un mix énergétique (nucléaire et énergies renouvelables) pour atteindre les objectifs de la transition écologique et la sortie urgente des énergies fossiles.

2 Passer la TVA à 5,5% (au lieu de 20%) pour l'électricité et le gaz, parce qu'ils sont des produits de première nécessité.

3 Interdire les coupures tout au long de l'année pour les ménages et les services publics.

4 Mettre fin aux dispositifs d'ARENH et du marché européen spéculatif de l'énergie.

Prénom & nom	Téléphone	Courriel	Adresse	Signature	Je rejoins le PCF

